|  |
| --- |
| Richard LANGLOIS  **économiste à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)**  Printemps 84  “Pour une poignée de milliards de dollars : « À quand la réforme des pensions ».”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole, Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca).

[Page web](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html) dans Les Classiques des sciences sociales :

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html>

à partir du texte de :

Richard LANGLOIS

**“Pour une poignée de milliards de dollars : « À quand la réforme des pensions ».”**

In revue **Interventions économiques *pour une alternative sociale***, pp. 37-44. Montréal : Les Éditions Albert Saint-Martin, 1984, 296 pp. Numéro intitulé : **EMPLOI : L’ÉCLATEMENT ?**”.

[Madame Diane-Gabrielle Tremblay, économiste, et professeure à l'École des sciences de l'administration de la TÉLUQ (UQÀM) nous a autorisé, le 25 septembre 2021, la diffusions en libre accès à tous des numéros 1 à 27 inclusivement le 25 septembre 2021 dans Les Classiques des sciences sociales.]

 Courriel : Diane-Gabrielle Tremblay : [Diane-Gabrielle.Tremblay@teluq.ca](mailto:Diane-Gabrielle.Tremblay@teluq.ca)

Professeure, École des sciences de l'administration

Université TÉLUQ

Tél : 1 800 665-4333 poste : 2878

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

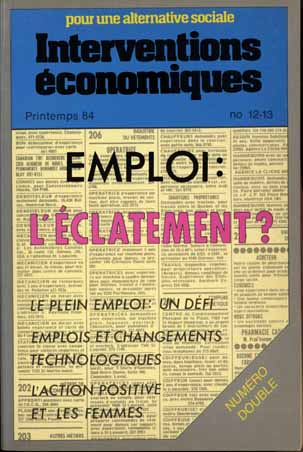
Édition numérique réalisée le 29 novembre 2022 à Chicoutimi, Québec.



Richard LANGLOIS

**économiste à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)**

“Pour une poignée de milliards de dollars :  
« À quand la réforme des pensions. »”



In revue **Interventions économiques *pour une alternative sociale***, pp. 37-44. Montréal : Les Éditions Albert Saint-Martin, 1984, 296 pp. Numéro intitulé : **EMPLOI : L’ÉCLATEMENT ?**”.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[37]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**Nos 12-13.  
EMPLOI : L’ÉCLATEMENT ?**

**NOTES D’ACTUALITÉ**

Pour une poignée de milliards de dollars :

« À quand la réforme des pensions ? »

Richard LANGLOIS

[Retour au sommaire](#sommaire)

La réforme des pensions refait périodiquement la manchette pour aussitôt s’engouffrer dans les dédales jonchés d’études et de rapports toujours plus dilués les uns que les autres. Résultat : après le dépôt du rapport par le Groupe parlementaire sur la réforme des pensions et l’entrée en vigueur de la Loi 20 qui introduit la préretraite facultative, l’imminente réforme majeure prend de plus en plus l’aspect d’une réformette repoussée aux calendes grecques.

L’appareil de retraite :  
un monstre multicéphale

L’appareil de retraite — volet Important du système de sécurité sociale — comprend plusieurs composantes qui résultent d’une série d’interventions successives de l’État depuis trente ans, chacune cherchant à pallier aux lacunes les plus criantes.

Ainsi, le gouvernement fédéral instaurait en 1951 la pension de sécurité de la vieillesse (P.S.V.), régime universel accordant une pension minimale à toutes les Canadiennes et tous les Canadiens âgés.

En 1965, on assistait à la mise sur pied du Régime de pensions du Canada (R.RC.) et du Régime de rentes du Québec (R.R.Q.), ce dernier constituant un régime équivalent pour le Québec. Ces régimes publics contributifs procurent un [38] revenu de remplacement (i.e. une proportion des gains moyens antérieurs) à celles et ceux qui ont suffisamment cotisé lors de leur période « active ». Les cotisations sont prélevées à raison de 1,8% des gains admissibles des travailleuses et travailleurs. Les gains admissibles correspondent à la part de salaire comprise entre un faible niveau d’exemption et un plafond qui atteignait 20 800 $ en 1984. L’employeur doit verser une part égale à l’employé dans le fonds devant servir au versement de rentes de retraite, de conjoint survivant et d’invalidité. Au Québec, c’est la Régie des rentes du Québec qui garde à jour le registre des gains des cotisants et administre le régime. Le fonds de placement — constitué du surplus des revenus sur les déboursés — est géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Il se situe autour de 10 milliards de dollars au début de cette année.

TABLEAU 1

Les régimes et programmes existants

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Sigle | Nom du programme | Type |
| PSV | Pension de sécurité de la vieillesse | Régime universel |
| SRG | Supplément du revenu garanti | Programme de soutien |
| RPC/ | Régime de pensions du Canada | Régimes publics contributifs afférents aux gains |
| RRQ | Régime de rentes du Québec |
| RSR | Régimes supplémentaires de rentes | Régimes de l’employeur (public ou privé) |
| REER | Régimes enregistrés d’épargne retraite | Épargne personnelle |

En 1967, le gouvernement fédéral créait le Supplément de revenu garanti (S.R.G.), un programme qui se voulait initialement temporaire en attendant la maturation du R.RC. et du R.R.Q. On voulait à l’époque accorder une forme d’assistance sociale à celles et ceux qui n’avaient pu participer aux régimes publics contributifs. Le S.R.G. est un programme sélectif qui s’adresse aux retraités à faible revenu. Mentionnons que le S.R.G. et la P.S.V. sont financés à même les fonds généraux du gouvernement.

L’existence des régimes supplémentaires de rentes (R.S.R.) remonte à plus longtemps. On en [39] compte quelque cinq mille au Québec offerts par autant d’employeurs. Malgré leur nombre élevé, ils protègent moins de la moitié des travailleuses et travailleurs québécois et font l’objet de critiques virulentes de la part du mouvement syndical et populaire.

TABLEAU 2

Remplacement du revenu antérieur  
par le RRQ et la PSV en 1981

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Revenu en % de la rémunération hebdomadaire moyenne [[1]](#footnote-1) | Revenu avant la retraite | Revenu après la retraite | Taux de remplacement du revenu brut |
| 25 | 4 600 | 3 571 | 78 |
| 50 | 9 200 | 4 601 | 50 |
| 75 | 13 800 | 5 631 | 41 |
| 100 | 18 400 | 5 833 | 32 |

Enfin, l’appareil [[2]](#footnote-2) comprend aussi les régimes enregistrés d’épargne retraite (R.E.E.R.) qui constituent une forme d’épargne personnelle déductible du revenu.

Pour l’ensemble du Canada, ce monstre multicéphale représente annuellement plus de 20 milliards de dollars de recettes (recettes fiscales, cotisations ou revenus de placement).

Une réforme nécessaire et urgente...  
effectuons d’autres études...

Or cette batterie de programmes de toutes sortes n’a pas permis jusqu’à ce jour à une majorité de retraités de franchir le seuil de pauvreté. Le tableau suivant met en relief la faiblesse de la protection qu’offrent la PSV et le RRQ combinés.

À ce tableau sombre ajoutons qu’au Québec, plus de 60% des personnes âgées ont droit au SRG, forme d’assistance sociale pour retraités/es, que deux femmes seules sur trois vivent sous le seuil de pauvreté une fois à la retraite, et que le revenu médian des 65 ans et plus équivaut à 46% de celui de l’ensemble de la population.

En plus de l’urgence que commande une telle situation, le problème du financement des régimes publics contributifs revient constamment sur la sellette en raison des déficits actuariels appréhendés [[3]](#footnote-3). La formule de financement adoptée en [40] 1966 — prélèvement de 3,6% des gains cotisables — doit être revue en raison de la modification de la pyramide des âges. Dès la fondation des régimes, on prévoyait la nécessité d’une telle révision mais elle fut constamment retardée par les gouvernements suite aux pressions très fortes des milieux d’affaires qui s’opposent à toute hausse des cotisations sociales.

Ainsi, année après année, cette réforme « imminente » s’est heurtée à la résistance farouche du patronat et des grandes compagnies d’assurance qui verraient d’un très mauvais œil tout rétrécissement du territoire des régimes privés.

De son côté, le mouvement syndical et populaire revendique depuis longtemps l’extension et la bonification des régimes publics pour enfin permettre un niveau de vie décent lors de la retraite. Les régimes privés — en plus d’offrir une faible couverture — versent généralement des rentes peu élevées, très souvent non indexées et sont non transférables d’une entreprise à l’autre. Cette polarisation [[4]](#footnote-4) entre les principaux intéressés que d’aucuns qualifient d’artificielle [[5]](#footnote-5) possède de toute évidence des fondements bien réels et la lenteur des gouvernements à agir témoigne de l’ampleur des enjeux économiques et politiques en cause.

Both levels of government have been discussing a potential reform for at least ten years and have commissionned a number of studies on the subject. On spite of this consensus, a reform is not yet in sight [[6]](#footnote-6).

L’entreprise privée d’abord,  
la retraite décente ensuite...

À cet égard, les derniers événements tendent à confirmer cette tendance. De la série de recommandations qui émergeaient du rapport Cofirentes + (1977) [[7]](#footnote-7), certaines s’étaient frayées un chemin pour figurer dans l’avant-projet de loi Lazure et ce, en dépit d’une première épuration. On prévoyait notamment bonifier les rentes de retraite et de conjoint survivant tout en haussant substantiellement le taux de cotisation. Or ce projet a pris le chemin des boules à mites — tout comme son ministre pilote d’ailleurs — et fut remplacé par la Loi 20, sorte de cataplasme en attendant la « vraie réforme ». Cette loi — qui assouplit les modalités quant à l’âge de la retraite — a l’avantage de ne presque rien coûter et le fâcheux inconvénient de ne presque rien régler... Plus significative fut la déclaration du ministre des Affaires sociales quant au virage appréhendé :

Aussi, dans l’optique de réduire le rôle de l’Etat, de responsabiliser davantage les individus et d’accroître leur autonomie face à la retraite, il m’apparaît essentiel de renforcer l’attrait en prévoyant notamment des mécanismes de transférabilité et en relâchant les critères d’admissibilité à une rente [[8]](#footnote-8).

À Québec donc, on semble vouloir s’orienter vers des réaménagements des régimes privés.

Du côté fédéral, le rapport du Groupe parlementaire sur la réforme [41] des pensions [[9]](#footnote-9), déposé en décembre dernier, contient une multitude de recommandations [[10]](#footnote-10) qui même si elles étaient toutes entérinées ne résoudraient pas le problème de la pauvreté chez les personnes âgées. Le comité a orienté l’essentiel de la future réforme sur les régimes privés et a fait la sourde oreille à la principale revendication des groupes syndicaux, de femmes et de retraités/es qui demandent une revalorisation du niveau des rentes offertes par les régimes publics. Or en plus de constituer une mine d’or pour les entreprises, ces régimes privés même revus et corrigés ne pourront pas de manière générale garantir des rentes acceptables aux bénéficiaires. Très peu d’entreprises, même parmi les plus grandes, sont prêtes à contracter un tel engagement [[11]](#footnote-11).

Les préoccupations du patronat relèvent plutôt de deux ordres. Il craint que toute expansion des régimes publics affecte le niveau d’épargne dans l’économie et réduise ainsi le volume de fonds disponible pour l’investisseur privé, retardant ainsi le processus d’accumulation. Il craint d’autre part toute hausse des charges salariales qui vienne gonfler ses coûts de main-d’oeuvre.

De toute façon, cette question devient plus ou moins pertinente dans une économie de sous-emploi comme le souligne Louis Ascah :

In an economy that is not fully employed the effect of a downward shift in the savings function is not to reduce the rate of investment and the level of national income but rather to stimulate demand and increase the level of national income [[12]](#footnote-12).

Sur le deuxième point, un rapide coup d’œil sur le plan international nous force à constater que le Canada compte parmi les pays où le fardeau fiscal des cotisations sociales se situe à un niveau relativement bas [[13]](#footnote-13), donc il n’y a pas évidence que le pays soit au bord du seuil intolérable.

Quand il y a plusieurs anguilles sous roche

Pourtant ces questions viennent souvent en occulter d’autres fondamentales pour celles et ceux qui contribuent. Ainsi, en 1982 la réserve du RRQ atteignait 10 milliards de dollars et celle du RPC 22 milliards. On peut alors véritablement parler de régimes hybrides d’épargne publique et de pension.

De plus, les gouvernements recourent allègrement à ces fonds pour financer leurs déficits. À cet effet, rappelons qu’en 1982, le gouvernement du Québec a épongé environ 30% de son déficit par le biais d’emprunts à la Caisse de dépôt et placement dont plus de la moitié des fonds sous gestion proviennent des dépôts de la Régie des rentes, donc de nos cotisations. Or pour rembourser ses emprunts que fait parfois un gouvernement ? Il augmente les impôts. De là à conclure que les travailleuses et les travailleurs financent alors leurs pensions futures de double source — à savoir une partie en taxes et impôts ajoutés aux cotisations prélevées à la source — il n’y a qu’un pas qui n’est même plus à franchir [[14]](#footnote-14). Toute orientation qui viserait à maintenir voire augmenter la réserve actuelle [[15]](#footnote-15) en haussant les cotisations — par ailleurs déjà fortement régressives — n’aurait plus la [42] connotation d’une politique de retraite mais bien d’une politique d’épargne publique qui « fait payer les pauvres » en taxant régressivement [[16]](#footnote-16). Mais ce qui choque plus encore, c’est de constater que notre « vache sacrée nationale » j’ai bien dit la Caisse de dépôt réalise de plus en plus de placements dans les entreprises privées, placements qui — comme le soulignait judicieusement François Moreau — ne peuvent se confondre avec des investissements productifs et ne créent pas directement de l’emploi ni ne développent de nouvelles industries [[17]](#footnote-17). Ils se résument à une substitution d’actionnaires. Que ce fonds puisé directement dans les poches des travailleuses et travailleurs, échappe totalement à leur contrôle, apparaît ni plus ni moins scandaleux compte tenu des remarques précédentes.

Quelques pistes en vue d’une retraite décente  
pour toutes et tous

La clé de la réforme repose en définitive sur les améliorations qu’il faut apporter à ces outils collectifs de solidarité intergénérationnelle que constituent les régimes publics contributifs. Le niveau de remplacement du revenu antérieur s’avérant très faible (25% du salaire industriel moyen au maximum), il faudra absolument le relever afin que les prestations atteignent un seuil acceptable. En misant sur une participation plus forte à ces régimes, on doit cependant garder à l’esprit que c’est se traduit par des rentes dérisoires lors de la retraite.



Il apparaît d’autre part souhaitable de dissocier, politique d’épargne et politique de retraite afin que les régimes de pension redeviennent avant tout des instruments de sécurité sociale au service de celles et de ceux qui y contribuent et de leurs dépendants. Dans cette foulée, le mode de financement par répartition (prélèvement suffisamment élevés [43] pour verser les prestations de l’année en cours avec une faible réserve de sécurité) constitue la formule à préconiser sous réserve cependant de modifier les modalités de financement. En outre, on peut songer à l’extension de l’assiette de prélèvement à la totalité de la masse salariale ou encore à l’intégration pure et simple à l’impôt sur le revenu — comme pour l’assurance-santé — afin de rétablir une certaine équité.

Si éventuellement, on devait continuer dans la ligne de régimes en partie capitalisés (situation actuelle), nous devrions absolument trouver des mécanismes permettant aux principaux intéressés d’avoir leur mot à dire quant à la gestion de cette épargne collective.

En somme l’objectif est simple : une retraite décente pour toutes et tous ; les moyens eux existent ; nous en avons énumérés quelques-uns. Quant à la volonté politique, elle, c’est une toute autre affaire...

1. 2 On assume que l’individu a toujours travaillé au niveau de revenu spécifié. [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour une présentation plus exhaustive en ce qui a trait au contenu des régimes, voir Jacques Faille, « Les principaux régimes de retraite et leur contenu *», dans Les Régimes de retraite,* P.U.L., 1982. [↑](#footnote-ref-2)
3. À ce sujet, la dernière étude actuarielle déposée à l'Assemblée nationale prévoit que la réserve du RRQ sera à sec en 2000 si aucune modification ne survient d’ici là. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cette polarisation est apparue de façon fort éloquente lors des récentes auditions fédérales sur la réforme des pensions. [↑](#footnote-ref-4)
5. Jean Francoeur, « Une réforme plurielle », *Le Devoir,* 21 octobre 1983. [↑](#footnote-ref-5)
6. Ruth Rose-Lizee, *Women and Pension Reform,* Département de sciences économiques, UQAM, cahier n° 8308. [↑](#footnote-ref-6)
7. La Sécurité financière des personnes âgées au Québec, rapport de Cofirentes +, 1977. [↑](#footnote-ref-7)
8. Pierre-Marc Johnson, « Responsabiliser le citoyen », *Le Devoir,* 7 juillet 1983. [↑](#footnote-ref-8)
9. Chambre des communes, Canada, Rapport du Groupe de travail parlementaire sur la réforme des pensions. [↑](#footnote-ref-9)
10. Les auteurs commettent par ailleurs un sérieux impair en introduisant une pension pour les personnes demeurant au foyer lors de leur période active et qui ne participent pas aux régimes de retraite. En voulant corriger la lacune actuelle, ils reconnaissent implicitement une valeur économique au travail domestique mais seulement s’il est effectué par un conjoint qui n’est pas sur le marché du travail. Cette proposition risque donc de susciter une forte controverse. [↑](#footnote-ref-10)
11. Raymond Depatie, « Les aspects économiques de la réforme des pensions : un commentaire », dans *Les Régimes de retraite,* P.U.L., 1982. [↑](#footnote-ref-11)
12. Louis Ascah. *Recent Pension Reports in Canada : A Survey,* Université de Sherbrooke, juillet 1983. [↑](#footnote-ref-12)
13. Voir à ce sujet. Bureau international du travail. *Sécurité sociale : quelle méthode de financemen*t ?, Genève, 1983. [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir à ce sujet, A. Asimakopulos, *The Financing of Public Pension Plans in Canada,* McGill University, mars 1983. [↑](#footnote-ref-14)
15. Précisons que la réserve de la Régie des rentes constitue environ 55% des avoirs de la Caisse de dépôt. [↑](#footnote-ref-15)
16. Richard Langlois, *Le Financement du RRQ : une formule à repenser.* Unité de recherche CEQ, septembre 1983. [↑](#footnote-ref-16)
17. François Moreau, « Les finances publiques et le rôle de la Caisse de dépôt », dans *Interventions économiques,* automne 1983. [↑](#footnote-ref-17)